

AP n° 2025-MD-229-IC

**ARRÊTE PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
à l'encontre de la société REMIVAL située sur le territoire de la
commune de REIMS (51100) de régulariser sa situation administrative
au regard de la réglementation relative à la prévention des risques liés au
vieillessement de certains équipements**

Le Préfet de la Marne

VU le Code de l'environnement, notamment la section 2 du chapitre 1er du titre VII de son livre 1er, relatif aux mesures et sanctions administratives, articles L. 171-6 et suivants ;

VU le Code de l'environnement, notamment le titre 1er de son livre V, relatif aux Installations classées pour la protection de l'environnement, articles L. 511-1 et suivants et R. 511-9 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU la mise à jour de l'étude de dangers de la société REMIVAL, version 2 de février 2014 ;

VU la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 14 août 2025 faisant suite à la visite sur le site de l'incinérateur de la société REMIVAL à REIMS (51100) du 7 juillet 2025 ;

VU le courrier de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand Est du 18 août 2025 invitant l'exploitant à faire part de ses observations sur le rapport susmentionné, conformément à l'article L. 171-6 du Code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de la société REMIVAL dans le délai imparti pour déposer ses observations.

CONSIDÉRANT que la société REMIVAL exploite, au sein de son incinérateur à REIMS, des installations visées par l'article L. 512-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du site du 7 juillet 2025, les inspecteurs de l'environnement ont constaté la présence de tuyauteries de gaz de pétrole liquéfié (GPL) au niveau du réservoir de GPL ;

CONSIDÉRANT que la défaillance de ces tuyauteries, liée à leur vieillissement, est susceptible d'entraîner, par effet domino sur la cuve de gaz de pétrole liquéfié (GPL), un accident, notamment un BLEVE ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des distances d'effets mentionnés au sein de la circulaire du 10 mai 2010 susvisée, ce scénario accidentel relève du critère de gravité au moins comme "Important" défini par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 ;

CONSIDERANT qu'à ce titre, ces tuyauteries doivent être considérées comme soumises à la réglementation relative au vieillissement des équipements ;

CONSIDERANT que l'Inspection a constaté, le jour de la visite, que ces tuyauteries ne font pas l'objet d'un suivi de leur vieillissement et que, notamment, l'exploitant, à ce titre, pour celles-ci :

- ne dispose pas du dossier prévu par l'article 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;
- n'a pas défini la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.) demandé à l'article 8 de l'arrêté ministériel susmentionné ;
- ne dispose ni d'un état initial à partir du dossier d'origine ou reconstitué, ni d'un plan d'inspection, ni d'un programme de contrôle comme demandé par l'article 5 de l'arrêté ministériel susmentionné ;

CONSIDERANT que les non-conformités constatées sont de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L. 557-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement : *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »* ;

CONSIDERANT, en conséquence, que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société REMIVAL de respecter les dispositions des articles 5 et 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 :

La SNC Rémoise de Valorisation des Déchets « REMIVAL », numéro de SIREN 348678970, dont le siège social est situé, ZI Les Essillards, chemin rural du moulin de Vrilly à Reims (51100), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations soumises à l'article L. 512-1 du Code de l'environnement situées à la même adresse, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé pour ses tuyauteries de gaz de pétrole liquéfié :

- l'article 5, en ce qui concerne l'établissement de l'état initial à partir du dossier d'origine ou reconstitué, du plan d'inspection et du programme de contrôle de l'équipement ;
- l'article 8, en ce qui concerne la constitution du dossier de l'équipement et la définition de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de celui-ci et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles.

Article 2 : Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Délai et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée, soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à Monsieur le Maire de REIMS qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la SNC Rémoise de Valorisation des Déchets « REMIVAL » située ZI Les Essillards, chemin rural du moulin de Vrilly – 51100 REIMS.

Châlons-en-Champagne, le 07 OCT. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général

Raymond YEDDOU



